

# Le budget adopté sans la droite

**CONSEIL GÉNÉRAL**  
Sept des huit élus UMP  
ont quitté la salle avant  
le vote

Les conseillers généraux ont voté hier le budget primitif par 38 voix pour (PS et PC) et une voix contre (Dominique Vincent, UMP). Après avoir annoncé leur opposition à ce budget, les sept autres élus UMP avaient quitté l'hémicycle peu avant, Yves d'Amécourt refusant de parler avant Jean-Marie Damian et dénonçant une « volée de bois vert » lancée par Philippe Madrelle.

Tout est parti d'une intervention d'Yves Foulon selon lequel le « budget de restriction », les « mensonges » sur la réforme territoriale et les décisions financières « contradictoires » n'ont pour seul but que de présenter un « budget qui fait peur aux Girondins et n'a d'autre valeur que politique ».

De quoi agacer Philippe Madrelle. La Gironde n'est pas seule à se plaindre du déficit des transferts, même des départements présidés par l'UMP s'inquiètent. Bref, « mon devoir est de défendre le département, on est en train de casser la décentralisation et on laisserait faire ? » s'est-il emporté. Moins d'une minute plus tard, sept élus UMP sortaient, le président lâchant : « Du théâtre, fuyez, fuyez » et saluant en Dominique Vincent un « vrai démocrate. »

Prolongeant une séance nocturne, cette session avait pourtant bien commencé. Première décision importante : le vote des taux de fiscalité pour 2010. Après avoir espéré l'éviter, le Conseil général s'est résolu à une hausse de 3 % des taux sur les taxes d'habitation et foncières. Avec la modification des bases fisca-



Le budget voté au bout de deux jours de débats. PHOTOS S. LARTIGUE

les, la progression de l'impôt sur les ménages sera donc de 4,2 %. Pour un produit escompté de 270 millions d'euros. Avec la compensation par l'État de la taxe professionnelle (supprimée), le produit fiscal sera d'environ 500 millions. PS et PC ont voté pour, l'UMP contre ; « la hausse des impôts est un principe classique de la gauche au lieu de faire des économies », a expliqué Yves Foulon.

## Ya-t-il seuil d'alerte ?

Côté budget primitif, Yves Lecaudey a évoqué une « situation alarmante », des débats difficiles lors de sa préparation, le fameux « effet de ciseau » avec la hausse des aides sociales (RSA, APA, handicap) et les recettes et transferts mal compensés. « La poule qui chante, c'est souvent celle qui fait l'œuf », a ironisé Yves d'Amécourt en référence à l'APA créée par le gouvernement Jospin. Reconnaisant « l'effet de ciseau », l'élu de Sauveterre a estimé que la dette de la Gironde « est loin du seuil d'alerte et de danger ». Modérateur, Gilles Savary a relevé : « Ce n'est ni la gauche ni la droite qui doit de l'ar-

gent, mais l'État. »

Au final, le Département prévoit 275 millions d'euros d'investissements et un emprunt de 182 millions. De quoi assurer les dépenses obligatoires tout en faisant une « pause » sur l'aide aux communes et avec une légère baisse des subventions aux associations.

Le PC a fait entendre sa voix. D'abord en votant contre le partenariat public-privé pour financer douze maisons de la solidarité et de l'insertion. « Réticences idéologiques », selon Jacques Respaud. Ensuite avec un amendement qualifiant de « déraisonnable » le maintien de 138 millions d'euros aux études de la LGV, « compétence de l'État ». Un amendement « juridiquement irrecevable » pour Yves Lecaudey. Par contre, Philippe Madrelle a confirmé au PC que la Gironde et la Dordogne vont bien engager une action contre l'État sur le fonds de compensation de la protection de l'enfance. Une autre procédure est en projet sur l'ensemble des transferts.

**Michel Monteil**